

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RANNARD FRERES

142 Rue de la mairie
74270 Clarafond-Arcine

Références : [20241128-RAP-InspectionRannardFreres-v2](#)

Code AIOT : 0006101756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement RANNARD FRERES implanté LA PLANTAZ 74270 Clarafond-Arcine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RANNARD FRERES
- LA PLANTAZ 74270 Clarafond-Arcine
- Code AIOT : 0006101756
- Régime : Autorisation

La société Rannard Frères exploite une carrière de roche massive calcaire sur la commune de Clarafond-Arcine.

Suite à la demande de modification et de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière présentée par Rannard Frères en novembre 2020, l'arrêté du 31 mai 2021 modifie l'arrêté du 26 janvier 2005.

L'exploitation est prolongée de 9 ans avec 5 années d'extraction et 3 années de remise en état. La côte du carreau actuel est conservé à 440 m NGF avec la reprise des fronts pour créer des banquettes intermédiaires.

Des prescriptions complémentaires ont été prises concernant le suivi géotechnique de la stabilité des fronts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions d'exploitation - stabilité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Phasage	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Vibrations - Mesures -valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.2.1
4	Merlons de sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.4
5	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.2
6	Vibrations – Mesures – valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.5.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra poursuivre son exploitation en respectant les profils prévus dans le dossier pour permettre de réaliser les banquettes et de limiter les hauteurs de front.

L'entreprise réalisant les tirs devra se faire assister par un organisme compétent en géotechnique pour respecter le profil des fronts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : • les dates de levée ; • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ; • les clôtures ou tout dispositif équivalent ; • les bords de la fouille ; • le périmètre d'extraction ; • les zones

<p>particulières de préservation écologiques ; • les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ; • les installations de prélèvements d'eau ; • les exutoires de rejets des effluents aqueux ; • l'emplacement exact du bornage ; • l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ; • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ; • les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport Geolithe du 28/11/2024 a été transmis suite à l'inspection par l'exploitant. Le rapport comprend un plan s'appuyant sur un relevé par drone en août 2024 avec les coupes des fronts montrant les cotes d'altitude, les hauteurs des fronts et les pentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conditions d'exploitation - stabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation - stabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Côte moyenne du sommet de l'exploitation 531 m NGF Côte du fond d'exploitation 440 m NGF Pente intégratrice du massif 56 ° Les profils de front 1 et 2 en annexe du rapport Geolithe 23-0840-I-1 du 30/11/2023 sont respectés. La stabilité des terrains voisins ne doit pas être compromise. Les fronts ainsi que les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé drone met en évidence que les parties exploitées en 2023/2024 ne respectent pas les profils de front prévus et modifiés par arrêté préfectoral du 19/01/2024.</p> <p>L'arrêté prévoit, sur la base des propositions de l'exploitant et de Geolithe un recalibrage des fronts avec 4 banquettes de 5 m et 3 fronts de 15 m, 70° d'inclinaison, et 55° de pente intégratrice.</p> <p>Le profil de la carrière présente à ce jour deux gradins. Dans l'ensemble, la largeur des banquettes existantes est relativement importante (9 à 11 m) et dépasse la valeur recommandée au projet (5 m). Ce point est favorable à la stabilité générale.</p> <p>Par contre, la hauteur des gradins est partout supérieure à celle recommandée au projet (entre 27 et 35 au lieu de 15 m). Ce point est défavorable à la stabilité générale. Au fur et à mesure de l'exploitation, ces gradins doivent être terrassés dans le but d'obtenir le profil défini dans le projet d'exploitation qui est compatible avec les problématiques de stabilité à long terme.</p>

<p>L'exploitant ne respecte pas la géométrie des fronts prévue en particulier au niveau du profil 1 (front principal) comme cela est mis en évidence dans les relevés altimétriques des fronts réalisé par drone et les profils établis par Géolithe.</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les profils des fronts afin de limiter la hauteur des fronts.</p> <p>L'exploitant devra se faire assister par une entreprise compétente capable d'établir des plans de tirs permettant de respecter les profils des fronts prévus. Les plans de tir devront être validés par l'exploitant assisté d'une entreprise compétente avant la mise en œuvre des tirs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière s'effectue selon le phasage proposé dans le rapport Geolithe 23-0840-I-1 du 30/11/2023 en annexe 1 du présent arrêté. Les phases 1 à 3 d'extraction permettant le recalibrage des fronts se déroulent sur 4 années entières à partir de la notification du présent arrêté .</p>
<p>Constats :</p> <p>Les levés topographiques réalisés en 2023 et 2024 ont été comparés. Un volume total de 19 319 m³ a été exploité soit 48 297.5 tonnes de roche (densité du calcaire : 2.5).</p> <p>Le phasage proposé par Geolithe n'est pas respecté. L'exploitant a exploité une zone prévue pour la phase 3.</p> <p>Pour l'année 2024/2025, l'exploitant devra exploiter la zone entourée en rouge sur la figure du rapport Géolithe. Cette zone à exploiter ne concerne que la partie sud-est de la carrière, de la cote 515 à 500 m NGF et de 500 à 470 m NGF en respectant la création d'une banquette de 5 m entre les deux gradins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Merlons de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Merlons de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au niveau de premier gradin (en partant du haut), le merlon de protection en bordure de banquette est conservé afin de stopper les petits blocs provenant du versant amont. Un merlon de protection</p>

est conservé sur le carreau à proximité de l'instabilité identifiée C8 selon les recommandations du bureau d'étude compétent en géotechnique. Le merlon est conservé tant que l'instabilité n'a pas été purgée lors de l'exploitation du front.
Constats : Les merlons étaient en place lors de l'inspection. Lors du passage du bureau d'étude en août 2024, le merlon du premier gradin était bien présent, mais pas celui sur le carreau en pied de front. L'exploitant veillera à laisser ce merlon en place de façon permanente tant que les instabilités sont présentes (zone C8*).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique
Prescription contrôlée : Au minimum une fois par an, un organisme compétent en géotechnique intervient sur le site, pour réaliser le suivi du massif en cours d'exploitation.
Constats : Le bureau d'étude Geolithe a réalisé ce suivi en août 2024. Le rapport annuel du 28/11/2024 a été transmis suite à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vibrations – Mesures -valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations -Mesures -valeurs limites
Prescription contrôlée : L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.
Constats : L'exploitant a présenté des résultats partiels de mesures de vibration lors de l'inspection. Les résultats d'acquisition consultés sont largement inférieurs au seuil de 10 mm/s, mais on ne sait pas où sont localisés précisément les points de mesures dans les documents remis. Le rendu des mesures de vibration doit être clairement compréhensible avec la date, le lieu de mesure, pour chaque résultat.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Vibrations -Mesures -valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2005, article 3.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations – Mesures -valeurs limites
Prescription contrôlée : Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l’inspection des installations classées. Annuellement, l’exploitant transmet un récapitulatif commenté des mesures réalisées.
Constats : Lors de l’inspection l’exploitant a présenté les fiches de synthèse des tirs qui ont eu lieu les 15/02, 20/02, 18/06 et 13/09. L’exploitant ne transmet pas les résultats des mesures de vibrations à l’inspection des installations classées.
Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat : L’exploitant devra transmettre les résultats des mesures prévues à l’article 3.5.4 de son arrêté préfectoral annuellement avec un rapport compréhensible avec le lieu des points de mesure correspondant à chaque capteur et leur date.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois